

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/BFA/34

28 novembre 1997

(97-5329)

Comité du budget, des finances et de l'administration

RAPPORT ANNUEL (1997)

1. Conformément aux procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC adoptées par le Conseil général le 15 novembre 1995 (WT/GC/M/8, point 11), un rapport sur les activités du Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC en 1997 est présenté ci-après.

2. On se rappellera que le Comité s'est réuni à plusieurs occasions et a présenté régulièrement des rapports au Conseil général.¹ Par conséquent, le présent rapport portera sur les principaux domaines dont le Comité s'est occupé au cours de l'année écoulée.

I. RESPONSABILITES COURANTES

3. Le Comité a suivi régulièrement l'évolution de la situation financière et budgétaire de l'Organisation, le recouvrement des contributions, y compris la mise en oeuvre des programmes et mesures connexes relatifs au recouvrement des contributions, et a examiné la situation budgétaire à la clôture de l'exercice 1996 et le rapport financier du Directeur général sur les comptes de 1996 ainsi que le rapport du Vérificateur extérieur des comptes. Il a également examiné le projet de budget du Directeur général pour 1997 ainsi que la question de l'excédent de 1996.

II. PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTIVITE

A. Examen de l'application de l'Accord de siège

4. L'Accord de siège, signé avec les autorités suisses en 1995, prévoyait une évaluation de sa mise en oeuvre. Un groupe de travail, présidé par le Président du Comité et composé de délégués des Membres de l'OMC ainsi que de représentants du Secrétariat et du Conseil du personnel, a été établi à cette fin dans le cadre du Comité. Un document reprenant toutes les observations faites par les Membres ainsi que par le Secrétariat sur les modalités de mise en oeuvre de l'Accord de siège a été présenté aux autorités suisses. Deux réunions ont été tenues, les 17 juin et 17 septembre, pour examiner la mise en oeuvre de l'Accord de siège. Les conclusions des débats ont été transmises au Comité, qui les a approuvées.² Il n'a été prévu aucune réunion ultérieure; toutefois, des discussions pourraient être tenues si besoin était.

¹Rapports: WT/BFA/30 pour la réunion du 21 février 1997; WT/BFA/31 pour la réunion du 21 mai 1997; WT/BFA/32 pour les réunions des 23 et 29 septembre et du 7 octobre 1997; et WT/BFA/33 pour les réunions des 21 et 27 novembre 1997.

²Rapport WT/BFA/SPEC/12.

B. Nouveaux Membres de l'OMC

5. Dans le courant de l'année 1997, le Comité a adressé des recommandations au Conseil général au sujet des contributions à mettre à la charge des nouveaux Membres et des avances au Fonds de roulement que ceux-ci devaient verser dès lors qu'ils accédaient à l'OMC; ces nouveaux Membres sont les suivants: i) Congo, ii) République démocratique du Congo, iii) Mongolie, iv) Niger, et v) Panama.

C. Coopération ONU/OMC en ce qui concerne les dispositions budgétaires applicables au Centre du commerce international (CCI)

6. Suite à la décision prise par le Conseil général en avril 1995, le CCI a présenté son budget pour 1998 selon le mode de présentation requis par les procédures d'élaboration et de présentation du budget de l'OMC. Le fait que le CCI ait été invité à présenter son budget selon des modes de présentation propres à satisfaire aux critères budgétaires de l'OMC et de l'ONU nécessitait un double exercice comptable qui entraînerait inévitablement des coûts additionnels. Le Comité a estimé que c'était une question de coordination et de coopération entre organisations internationales et que les Membres devaient en informer leurs délégués pour qu'ils interviennent à New York afin de trouver une solution. Le Président, en concertation avec le Secrétariat, devait également engager un processus de négociation avec l'ONU afin de parvenir à une solution satisfaisante.

D. Mesures en faveur des pays les moins avancés

a) Pays les moins avancés de la catégorie IV

7. En ce qui concerne l'accès des pays les moins avancés à l'assistance technique, le Comité a adressé une recommandation au Conseil général visant à ce que les Membres de l'OMC qui font partie des pays les moins avancés soient exemptés de l'application de la mesure administrative selon laquelle "les Membres inactifs se voient refuser l'accès à la formation ou à l'assistance technique".

b) Réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés

8. Le Comité a recommandé au Conseil général que, étant donné que la réunion était le résultat d'une décision ministérielle, il soit dérogé à la règle des 13 pour cent pour les frais d'administration du Fonds d'affectation spéciale servant à financer cette réunion.

c) Nouvelles mesures pour éviter la marginalisation des pays les moins avancés

9. Le Comité est convenu que des mesures visant à encourager les pays les moins avancés à participer davantage aux activités de l'OMC devraient être définies. Le financement, au moyen de contributions volontaires, de programmes visant à faciliter le paiement des arriérés dans le cadre des activités de l'OMC a fait l'objet d'un accord de principe. Il a été noté que le niveau de la contribution minimale ferait l'objet de débats en 1998 dans le cadre de l'examen du fonctionnement du système concernant la base de calcul des contributions au budget de l'OMC, comme en avait décidé le Conseil général (WT/GC/M/8).